

## Jugement CIV1 N°088 du 30 Octobre 2002

RAMANOU Parfait Paulin  
(Me CASSA)ContreDJEBOU SOKENIOU  
(Me TOKO Mohamed)

TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE COTONOU

1ère CHAMBRE CIVILE MODERNEJUGEMENT DE DEFAUT N°88/O2-1ère CCIV DU 30 Octobre 2002

DOSSIER N°51/O2/RG/ RAMANOU Parfait Paulin

(Me CASSA) CONTRE DJEBOU SOKENIOU

(Me TOKO Mohamed) OBJET : Opposition à injonction de payer

-=-=-=-=COMPOSITION

PRESIDENT : Félix DOSSA

MINISTERE PUBLIC : Honorat ADJOVI ;

GREFFIER : Clément AHOUANDJINO

Débat le : 05 Juin 2002 ;

Jugement contradictoire publiquement prononcé le mercredi 30 octobre 2002 ; LES PARTIES EN CAUSEDEMANDEUR :

Monsieur RAMANOU Parfait Paulin, demeurant et domicilié

au carré N°1095 quartier Wloguèdè Cotonou ;

Assisté de Maître CASSA Anani Gustave, avocat à la cour ;DEFENDEUR

Monsieur DJEBOU SOKENOU, demeurant et domicilié à Porto-Novo ; l&rsquo;audience ;

Représenté à l&rsquo;audience par Maître Mohamed TOKO, avocat LE TRIBUNAL

- Vu les pièces du dossier ;

- Oûi les parties en leurs observations, moyens, fins et conclusions ;

- Oûi le Ministère Public en son réquisitoire ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi :

Par exploit en date à Cotonou du 27 février de Maître Georges Marie d&rsquo;ALMEIDA, huissier de justice , Monsieur

RAMANOU Parfait Paulin, assisté de Maître Gustave ANANI CASSA , avocat a attrait devant le Tribunal de céans

statuant en matière civile moderne, monsieur DJEBOU SOKENOU pour entendre :

- déclarer recevable son opposition ;

- ordonner la cessation en son encontre de toute poursuite

- et condamner monsieur DJEBOU SOKENOU aux dépens ;

A l&rsquo;appui de sa demande, monsieur RAMANOU Parfait Paulin expose qu&rsquo;il reconnaît avoir été en relation d&rsquo;affaire avec monsieur DJEBOU SOKENOU ;

Que pour l&rsquo;avoir entièrement payé déjà, il ne reconnaît pas rester lui devoir une quelconque somme

d&rsquo;argent ;

En réplique, monsieur DJEBOU SOKENOU ayant pour conseil Maître Mohamed TOKO, avocat à la Cour sollicite

qu&rsquo;il plaise au tribunal de céans confirmer l&rsquo;ordonnance d&rsquo;injonction de payer N°118/2002 du 04

février 2002 ;

Il développe qu&rsquo;il est créancier de RAMANOU Parfait Paulin ;

Que cette créance qui s&rsquo;élève à 1.750.000 F CFA est née de l&rsquo;inexécution des obligations du demandeur

relatives au contrat de location d&rsquo;une remorque DOOL N°G4660 RB en date du 07 octobre 2000 ;

Que toutes les démarches entreprises en vue d&rsquo;un recouvrement amiable de la créance se sont avérées vaines ;

Que compte tenu de la résistance du demandeur, il y avait péril en la demeure et extrême urgence à s&rsquo;adresser à justice ;

Qu&rsquo;il a par conséquent sollicité et obtenu du Président du Tribunal de Première Instance de Cotonou ,

l&rsquo;ordonnance N°118/2002 afin d&rsquo;injonction de payer portant sur la somme de 2.500.000 F CFA en principal, intérêts ,frais et autres

intérêts à échoir ;Sur la recevabilité de l&rsquo;opposition à injonction de payer

Attendu que l&rsquo;opposition à injonction de payer en date du 27 février 2002 a été formée dans les formes et délai

prévus par les articles 09 et 10 de l&rsquo;Acte Uniforme de l&rsquo;OHADA portant organisation des procédures

simplifiées de recouvrement et des voies d&rsquo;exécution ;

Qu&rsquo;il y a lieu de la déclarer recevable ;

Attendu qu&rsquo;aux termes de l&rsquo;article 12 alinéa 2 du même acte « si la tentative de conciliation échoue, la juridiction saisie sur opposition statue immédiatement sur la demande de recouvrement, même en l&rsquo;absence du débiteur ayant formé opposition, par une décision qui aura les effets d&rsquo;une décision contradictoire» ;

Qu&rsquo;il ressort des pièces du dossier que le demandeur ayant formé opposition à l&rsquo;ordonnance querellée

n&rsquo;a jamais comparu, qu&rsquo;il ne s&rsquo;est fait non plus représenter pour faire connaître ses observations ;

Que cette attitude est assimilable au refus à toute tentative de conciliation ;

Qu&rsquo;il échet par conséquent de statuer sur la demande de recouvrement de monsieur DJEBOU SOKENOU ;Sur

les mérites de l&rsquo;opposition

Attendu que monsieur RAMANOU Parfait Paulin a formé opposition à injonction de payer au motif qu&rsquo;il ne reste rien devoir au défendeur ;

Attendu que le demandeur en la présente cause ne rapporte aucune preuve pour soutenir sa prétention ;

Attendu par contre que monsieur DJEBOU SOKENOU a versé au dossier diverses pièces notamment le contrat de

location d&rsquo;une remorque DOOL N°G 4660 RB qu&rsquo;il a conclu avec monsieur RAMANOU Parfait Paulin et

une facture en date du 07 janvier 2002 arrêtée à la somme de 1.750.000 F CFA adressée à monsieur RAMANOU Parfait Paulin ;

Qu'il s'ensuit que les circonstances de la cause mettent en évidence l'existence la certitude et l'exigibilité de la créance et partant son bien-fondé ;

Que c'est donc à bon droit que monsieur RAMANOU Parfait Paulin sera condamné au paiement de ladite somme ; PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement en matière civile moderne et en premier ressort : En la forme

Reçoit Monsieur RAMANOU Parfait Paulin en son opposition ; Au fond

- Constate que monsieur RAMANOU Parfait Paulin reste devoir à monsieur DJEBOU SOKENOU , la somme de un million sept cent cinquante mille (1.750. 000) F CFA ;

- Condamne RAMANOU Parfait Paulin à payer à monsieur DJEBOU SOKENOU la somme de un million sept cent cinquante mille (1.750. 000 ) F CFA en principal outre les intérêts de droit à compter de la date de l'assignation ;

- Condamne RAMANOU Parfait Paulin aux dépens ;

Le Président

Le Greffier